



C E T R I

ANALYSE 2016
22 décembre

Centre tricontinental

LE REFUS D'UN FEMINISME « ASSIMILATIONNISTE »

Aurélie Leroy

Le féminisme n'a pas toujours bonne presse et endosser l'étiquette de féministe suscite des réserves. Au Nord, il est perçu comme secondaire et dépassé. Au Sud, il apparaît comme imposé, paternaliste et occidentalocentré. Au placard, le féminisme ? Certainement pas.

Le refus d'un féminisme « assimilationniste »

« Nulle part au monde, les femmes ne bénéficient d'une égalité totale avec les hommes » (Luhr Dietrichson & Sor, 2016). Cette affirmation de Bertha Lutz, féministe brésilienne et signataire de la Charte de l'Organisation des Nations unies, prononcée en 1945 n'a pas pris une ride et justifie la poursuite d'un combat donné en héritage.

En Afrique, en Amérique latine, en Asie, les femmes se sont approprié de longue date cette lutte en refusant de se conformer aux prescriptions masculines autant qu'aux injonctions occidentales. Les femmes du Sud et les descendantes d'immigrées dans le Nord ont en effet bousculé le mouvement – l'ont rendu ancré et juste - en liant le « refus de la domination par un pouvoir (néo)colonial extérieur à celui de la domination par un pouvoir patriarcal intérieur » (El Saadawi, 2014).

Coup de projecteur sur les apports, encore trop occultés, de ces penseuses et militantes du Sud en faveur de l'égalité.

Un féminisme « intersectionnel »

Ces actrices ont d'abord insisté sur l'imbrication des rapports de pouvoir. Une femme indigène de la campagne du Guatemala, une femme *dalit* ou musulmane des faubourgs de New Delhi, une femme « racisée » des quartiers populaires de Bruxelles, une lesbienne, d'ici ou d'ailleurs, sont à l'intersection de différents rapports de pouvoir sur base de la classe, de la race, du sexe, de la sexualité, etc. Elles ne sont pas « également » dominées. Leurs conditions d'existence, leurs préoccupations, mais aussi la perception et l'attention portée par les sociétés dans lesquelles elles s'inscrivent ne sont pas les mêmes.

L'imbrication insidieuse existant entre sexisme et racisme se reflète notamment dans la manière de considérer les violences envers les femmes. En Europe ou aux États-Unis, celles-ci sont appréhendées globalement comme un fait social, étudié rationnellement, données et statistiques à l'appui. En revanche, dans d'autres lieux – en Inde, au Mexique, dans « le » monde arabe –, les violences sexistes sont perçues, depuis l'Occident, comme inhérentes à la culture de leurs auteurs. L'explication sociologique est oubliée et l'interprétation culturaliste prend le dessus. Il est alors fait référence au sexisme des « autres »¹ en opposition aux valeurs inébranlables d'égalité et de respect dont l'homme

¹ Cette grille de lecture culturaliste resurgit à certaines occasions dans les pays occidentaux, comme lors des « événements de Cologne ». Des agressions en nombre y avaient été commises contre des femmes lors de la nuit du nouvel an 2016 et avaient été rapidement - et sans fondement - attribuées à des « migrants » ou des « personnes en situation illégale », créant une vague d'hostilité envers les réfugiés. Face au culturalisme qui charrie l'idée qu'une culture aurait le monopole des agressions sexuelles, les féministes dénoncent, elles, le règne du déni et de la « culture du viol » présents dans toutes les sociétés. Le péché de la thèse culturaliste est, en se focalisant sur « eux » sans parler de « nous »,

blanc serait le garant.

Cette asymétrie s'observe également dans la différence de traitement des plaintes pour agressions sexuelles. La mesure de l'outrage et la crédibilité de la victime restent, dans bien des cas, fonction de l'appartenance sociale et de la « qualité » des individus (victime et « bourreau »). L'étude de Kelly et Lovett (2009) sur le processus « d'usure » (attrition) concernant les plaintes pour viols dans le processus judiciaire en Europe a mis en évidence qu'au plus le suspect était doté de « stéréotypes criminels » – avoir eu des démêlés antérieurs avec la justice ou être ressortissants extra-européens ou appartenant à une minorité ethnique –, au plus le dossier avait des chances d'aboutir. Dans la même logique, les mobilisations massives et inédites suite au viol collectif commis contre une jeune étudiante en Inde, fin 2012, tenaient pour partie au fait que la victime était une jeune femme instruite appartenant à la haute société de caste et de classe de New Delhi, tandis que les auteurs appartenaient à des classes subalternes. Les violences commises quotidiennement et en toute impunité contre des femmes dans les régions conflictuelles du Cachemire ou du Chhattisgarh ne reçoivent, en tout état de cause, pas le même écho².

Les féministes critiques du Sud se sont ainsi attachés à faire ressortir les différences existantes entre les femmes et ont pris en compte, dans leurs luttes, des identités multiples qui se croisent et qui sont à l'origine de la stigmatisation des individus, ainsi que des rapports de force qui travaillent les sociétés. C'est ainsi à partir de leurs « *territoires et de leurs corps* » (*Alternatives Sud*, 2015), de leurs priorités et de leur capacité d'action, qu'elles se sont inscrites dans une perspective de transformation ou d'adaptation de leurs réalités sociales et familiales.

Un féminisme « ancré » et contextualisé

Le second apport des mouvements de femmes du Sud est l'insistance sur le caractère ancré de leurs luttes et le relevé des complexités socio-historiques qui les entourent (Ali, 2016).

« La » femme musulmane par exemple est, plus que jamais, fantasmée dans nos sociétés. Les affaires à rebondissement sur le voile depuis vingt ans et la saga du burkini de l'été dernier ont drainé un flot sans retenue de discours sexistes et paternaliste, où se mêlent racisme et phobie délirante de l'islam.

Dans ce contexte d'affolement, la religion expliquerait tout et serait la cause de tous les maux. Elle serait la cause du sous-développement, de l'archaïsme et du retard des sociétés. Vu comme hostile aux femmes, l'islam serait à l'origine de leurs conditions de vie et de leur inégal statut. Cette lecture biaisée essentialise les femmes musulmanes, gomme les réalités sociopolitique et historique qui influent sur les rapports de genre, et finit par les réduire à ce qu'elles ne sont pas.

À force de se concentrer sur la misogynie des religions, on en oublierait que « les » mondes musulmans sont un ensemble de pays qui s'étend sur plusieurs continents (en Asie, en Europe centrale, en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient, etc.), qui connaît des langues et des cultures différentes, et est profondément marqué par des facteurs historiques et socioéconomiques qui agissent de manière déterminante sur le statut des femmes. En Irak, pour ne prendre que cet exemple, c'est la misère, les guerres successives et l'autoritarisme – plus que l'islam et le Coran – qui sont à l'origine de l'oppression des femmes aujourd'hui.

Un féminisme décolonial

Enfin, les femmes du Sud ont critiqué le féminisme « dominant », centré sur les besoins et les expériences des femmes occidentales. Elles ont rejeté une vision paternaliste et misérabiliste qui les présentait comme des victimes passives et opprimées, enfermées dans l'ignorance et la tradition, et devant de ce fait être secourues au nom de valeurs égalitaires et des droits humains. Elles ont par ailleurs affirmé leur volonté d'être parties prenantes dans l'élaboration de la pensée et des luttes féministes, non pas pour « suivre » le mouvement, mais pour le « re-composer ».

d'interdire de penser la responsabilité de « nos violeurs », de « nos harceleurs ». Les *dates rape* sur les campus américains, les violences sexuelles lors de l'Oktoberfest en Allemagne, des fêtes de Bayonne en France, de Pampelune en Espagne ou lors des festivals partout en Europe n'ont ainsi pas reçu le même écho que ceux de Cologne.

² Lire à ce sujet le rapport « *Alleged Perpetrators - Stories of Impunity in Jammu and Kashmir* » : http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/OA10Df01.html.

Dans cet esprit, elles ont lutté contre des structures de pouvoir productrices d'inégalités comme le (néo)colonialisme - ou d'autres comme le néolibéralisme - et refusé a fortiori l'instrumentalisation de leurs causes à ces fins.

L'objectif est ambitieux, tant recourir à la « cause des femmes » pour légitimer des politiques a de tout temps constitué un réflexe. Le thème de l'oppression a ainsi constitué une justification morale de l'entreprise coloniale. Il a servi à construire une image repoussoir d'un Orient caractérisé par l'obscurantisme et l'archaïsme, à l'inverse d'un Occident présenté comme moderne, progressiste et éclairé.

La colonisation est ainsi devenue, à force de faux-semblants, une mission civilisatrice. Les femmes et leurs voiles sont devenus les enjeux d'une lutte de propagande entre le colonisateur d'une part et les mouvements nationalistes d'autre part. Le dévoilement³, étant perçu comme un symbole de progrès et de modernité et le voilement, comme un acte de militance et de résistance au joug colonial. Au regard de cette expérience, on constate que le voile « *dans des mouvements contradictoires, [a symbolisé] la tradition et la modernité, la soumission et l'émancipation* » (Haloui, 2016). Une ambivalence qui s'applique encore aujourd'hui. En Belgique où le port du voile relève très majoritairement d'un choix personnel, les motifs sont tantôt identitaires ou religieux, tantôt « revendicatifs » pour protester contre l'injonction intégrationniste.

Plus récemment, après le tournant du 11 septembre 2001, la « libération de la femme » a aussi servi de justification – parmi d'autres – des guerres impérialistes, comme en Afghanistan ou en Irak, faisant écho à la célèbre formule de Gayatri Spivak : « *Les hommes blancs sauvent les femmes de couleur des hommes de couleur* », parole énoncée pour pointer du doigt ces hommes qui se proclament féministes, uniquement lorsqu'il s'agit du sexisme des autres.

Enfin, depuis le 11/09, la cause des femmes a été mobilisée et détournée de façon plus décomplexée à des fins racistes. Avec l'affaire du burkini en France, le racisme anti-musulman, qui existait déjà comme une pratique sociale, a été institutionnalisé et « officialisé » au nom de la laïcité et de la lutte anti-terroriste. Ce point de vue a été défendu par des représentants de l'Etat, de la droite comme de la gauche. Les propos de M.Valls⁴ sont un exemple de dérives actuelles: « *Une société démocratique libre, égalitaire se juge sur la place des femmes, sur la conquête de leur liberté. C'est le combat historique de la gauche. Marianne – le symbole de la République – a le sein nu. Elle nourrit le peuple. Elle n'est pas voilée, parce qu'elle est libre. C'est ça la République !* »

Des citoyennes, féministes et musulmanes font mouvement

En Belgique, à contre-courant de ces démarches excluantes, un collectif de citoyennes féministes musulmanes ont adressé – en leur nom propre – une lettre ouverte à « leurs concitoyennes ». En dépit des discriminations qui les frappent et des fantasmes dont elles sont l'objet, elles ont refusé de renoncer « *au projet d'une société inclusive accueillante à la diversité* ». Elles ont dès lors lancé un appel : « *Pour que, à partir d'une meilleure compréhension mutuelle, nous puissions devenir vraiment des allié-e-s. (...) Pour que vous cessiez de considérer celles d'entre nous qui portent le foulard comme, au choix, des mineures sous influence, des idiots utiles ou des militantes perfides d'un dogme archaïque. Pour vous donner envie de nous rencontrer – toutes, et pas seulement celles qui ont les cheveux à l'air –, au lieu de nous tenir à l'écart et de nous contraindre ainsi au repli communautaire. Nous voulons vraiment faire société ensemble, avec nos ressemblances et nos différences. Chiche ?* »⁵

Les féminismes sont multiples, mais ils ne sont pas pour autant cloisonnés. Il n'existe pas de frontières hermétiques entre féminismes du Nord et du Sud, entre Occident et Orient, entre féministes « laïques » et féministes islamiques, chrétiennes ou juives. Des appels, des stratégies innovantes ont été lancés à l'initiative de féministes « à la marge ». Elles ont ainsi brouillé les lignes, renversé des valeurs – perçues négativement – pour ensuite s'affirmer, et ce faisant, ont contribué à un « autre féminisme ». Pas opposé ou à contre-courant des revendications historiques du mouvement dans ses formes dominantes, mais sans pour autant accepter d'être assimilé ou de se ranger à une forme de pensée hégémonique et normative.

³ En référence aux scènes de dévoilement organisées par l'administrateur colonial en Egypte ou en Algérie, notamment.

⁴ <http://www.itete.fr/politique/video/marianne-a-le-sein-nu-elle-nest-pas-voilee-declare-manuel-valls-170173>

⁵ « Citoyennes, féministes et musulmanes. Lettre ouverte à nos concitoyen-ne-s », www.tayush.com.

Bibliographie

Ali Z. (2016), « Des féminismes décoloniaux », *Alternatives Sud – Changer le modèle : ici et maintenant ?*, Vol 23/3, Cetri-Syllepse, Bruxelles-Paris.

El-Saadawi N. (2014), « Femmes arabes. Égypte : les oubliées de la révolution », *Le courrier international*, 20 octobre.

Haloui F. (2016), « Féminisme : existe-t-il un seul modèle de libération ? », *L'Humanité.fr*, 30 septembre.

Kelly L. et Lovett J. (2009), Different systems, similar outcomes ? Tracking attrition in reported rape cases across Europe, CWASU, London Metropolitan University, London.

Luhr Dietrichson E. & Sor F. (2016), « Les oubliées de San Francisco », *Manière de voir*, n°150, décembre.

Alternatives Sud (2015), « Etat des résistances dans le Sud – mouvements de femmes », Vol.22/4, Cetri-Syllepse, Bruxelles-Paris

Aurélié Leroy est chargée d'étude au CETRI - Centre tricontinental.

Analyse, à paraître en 2017, dans Espace de libertés.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

